



LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: JEUDI 14 JUILLET 2016

La réunion 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) a commencé, jeudi matin, par la tenue de tables rondes sur les thèmes suivants: "Les mécanismes nationaux pour le suivi des progrès et les communications sur l'état d'avancement de la réalisation des ODD" et "Rendre Action 2030 apte à livrer aux PEID, sur la base de la SAMOA Pathway". L'après-midi, des discussions ont eu lieu sur les "Pays en situations particulières".

MECANISMES NATIONAUX POUR LE SUIVI DES PROGRÈS ET LES COMMUNICATIONS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉALISATION DES ODD

Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et vice-président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a présidé cette session. Cette dernière a été modérée par Johannes Paul Jütting, Organisation pour la coopération et le développement économique.

La conférencière Lisa Grâce S. Bersales, Philippine Statistics Authority, a déclaré que son pays va utiliser des données provenant de sources innovantes, y compris des données générées par le secteur privé, la société civile et les citoyens, afin de parvenir à un niveau de désagrégation qui ne laisse personne derrière. Le conférencier Pali Lehohla, Statistician-General, Afrique du Sud, a mis en exergue: les statistiques en tant que conduit de confiance pour les relations internationales; la nécessité de moderniser; et le premier Forum mondial sur les données de développement durable, qui sera organisé par son pays en janvier 2017.

Le conférencier Georges-Simon Ulrich, Office fédéral de la statistique, a souligné l'importance de l'implication précoce des offices nationaux de statistique, et la nécessité de renforcer les partenariats dans le domaine des statistiques.

Le commentateur Milorad Šćepanović, Ministère des affaires étrangères du Monténégro, a décrit les efforts fournis par son pays dans les domaines du suivi et de communication, à travers, notamment: une nouvelle stratégie nationale de développement durable comportant des principes directeurs et des objectifs; le renforcement des ressources humaines; une "nationalisation" des objectifs et des indicateurs applicables aux Objectifs de développement durable (ODD); et des ajustements à la structure institutionnelle existante.

La commentatrice Peseta Noumea Simi, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Samoa, a souligné la nécessité d'adapter aux contextes locaux les indicateurs applicables aux ODD; les contraintes en matière de capacités humaines auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID); l'importance de l'appropriation et de la volonté politique; la nécessité de renforcer la sensibilisation et l'engagement des parties prenantes par le biais de processus de consultation précoces et ouverts; et l'importance de la coopération régionale.

Dans le débat qui a suivi, l'ESTONIE, les ILES COOK, la MALAISIE et le VIET NAM ont décrit les efforts nationaux en matière de suivi et de communication, et les défis de la nationalisation des 230 indicateurs applicables aux ODD.

L'ARABIE SAOUDITE, le SRI LANKA et le TCHAD ont appelé au renforcement des capacités en matière de collecte et d'analyse des données nationales. La CHINE a souligné que "le suivi et l'évaluation des ODD ne devraient pas être un fin

en soi". La FAO a souligné son rôle dans la compilation des données pour une gamme d'ODD. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a déclaré que les jeunes devraient avoir un siège au sein des conseils nationaux de développement durable.

Le groupe des parties prenantes représentant les personnes âgées a soutenu que les preuves et données générées par les citoyens devraient être intégrées dans le processus de suivi. Le KENYA a souligné la nécessité d'une égalité de traitement entre les données qualitatives et quantitatives. L'UE a annoncé son intention de publier des communications annuelles de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des ODD. Le porte-parole des ONG a remis en question la réalité de la réalisation d'un suivi inclusif national lorsque la participation de la société civile se trouve entravée dans de nombreux pays. Le délégué du groupe des parties prenantes représentant les personnes handicapées, utilisant le langage des signes, a souhaité en savoir davantage sur les mesures pouvant être prises pour garantir que les rapports volontaires nationaux comprennent les preuves montrant des laissés pour compte, générées par les organismes des droits de l'homme.

Dans ses observations de clôture, Bersales a souligné l'importance d'utiliser des sources de données variées. Lehohla a souligné que le suivi est important pour la conduite de la collecte des données nécessaires à la planification nationale. Ulrich a déclaré que la participation des parties prenantes doit ajouter de la valeur au suivi et à la communication.

RENDRE ACTION 2030 APTE A LIVRER AUX PEID SUR LA BASE DE LA SAMOA PATHWAY

Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a présidé cette session. Cette dernière a été modérée par Elizabeth Thompson, Sous-secrétaire général des Nations Unies et ancienne ministre de l'énergie et de l'environnement de la Barbade.

Soulignant que les autres ODD seraient dénués de sens si le problème du changement climatique n'est pas traité, le conférencier Anote Tong, ancien président de la République de Kiribati, a qualifié la résilience climatique d'objectif primordial pour les PEID.

Le conférencier David Smith, Consortium universitaire des petits États insulaires, a mis l'accent sur les ODD 13 (changement climatique), 14 (la vie sous l'eau), 15 (la vie sur terre) et 16 (la paix, la justice et des institutions solides) comme étant d'un intérêt particulier pour les PEID. Pour surmonter les défis du développement durable auxquels sont confrontés les PEID, il a proposé l'approche fondée sur l'économie verte; l'énergie durable; l'intégration de la science et de la technologie dans les politiques; le renforcement des capacités; et de nouvelles manières de mesurer le bien-être.

La commentatrice Justina LANGIDRIK, République des Îles Marshall, a appelé à l'harmonisation des ODD avec la SAMOA Pathway, et à son adaptation aux situations nationales. Signalant la forte dépendance des PEID sur l'assistance bilatérale, elle a mis en garde que le traitement de tous les indicateurs et objectifs intermédiaires des ODD risquait de surcharger les gouvernements des PEID.

La commentatrice Kate Brown, Global Island Partnership, a déclaré que la mobilisation des ressources des secteurs public et privé est un défi pour les PEID, compte tenu de leur petite taille, et a appelé à des partenariats public-privé au niveau local pour la réalisation des ODD.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhouch. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de ses bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB présent au FPHN 2016 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Dans le débat qui a suivi, les États fédérés de Micronésie, intervenant au nom des PEID du Pacifique, a souligné le rôle du FPHN et du système des Nations Unies dans l'harmonisation d'Action 2030 avec la SAMOA Pathway. La JAMAÏQUE, parlant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a mis l'accent sur la symbiose entre la SAMOA Pathway et Action 2030, affirmant que l'une ne saurait être réalisée sans l'autre. Le délégué des MALDIVES, au nom de l'Alliance des petits États insulaires, a déclaré que les PEID ont fait montre de leadership et d'appropriation dans le dépassement des obstacles, et sont engagés à faire leur part. L'ITALIE a mis en relief les efforts visant à aider les PEID. L'Australie a signalé que ses nombreux petits voisins insulaires sont confrontés à des défis uniques qui nécessitent des approches de développement adaptées.

BELIZE a indiqué que des problèmes tels que le changement climatique et les défis posés à l'accès au financement, découlant de la "réduction des risques" financiers, sont indépendants de la volonté des PEID. La FAO a mis en exergue son programme visant à relever les défis alimentaires et nutritionnels auxquels sont confrontés les PEID. SAMOA a déclaré que les ODD pourraient améliorer la coordination régionale Sud-Sud. La NOUVELLE ZELANDE a encouragé les PEID à présenter des rapports sur ce qui est le plus pertinent et réalisable, en fonction des priorités nationales et en utilisant des modèles existants ou nationaux.

Pour clore, Smith a souligné l'importance des données pour le suivi des améliorations et pour s'assurer que le financement est utilisé de la manière la plus appropriée. Tong a déclaré que les partenariats sont essentiels pour les PEID pour la réalisation de leurs objectifs, et a souligné la nécessité pour les pays en développement de tirer un meilleur profit de leurs ressources, au lieu d'être perçus comme uniquement des sources de matières premières.

LES PAYS EN SITUATIONS PARTICULIERES

Héctor Alejandro Palma Cerna, Représentant permanent adjoint du Honduras auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a présidé cette session.

Le modérateur David Steven, Université de New York, a déclaré qu'Action 2030 est à la fois une promesse de ce qui peut être atteint, et un avertissement de ce qu'il en adviendra si nous n'agissons pas maintenant.

Le conférencier Youba Sokona, Centre Sud et vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a déclaré qu'il est nécessaire de commencer par déterminer les priorités de développement au niveau des pays, soulignant la nécessité, pour les communautés politiques, de recherche et de pratique, d'y converger.

Le conférencier Jean-Marc Châtaigner, Institut français de recherche pour le développement, a signalé des lacunes au niveau du nombre de chercheurs par million d'habitants, et des décalages au niveau des taux d'homicide, entre les différents pays, et a déploré l'insuffisance de l'attention que la communauté internationale accordait, dans le passé, aux pays les moins avancés (PMA).

La conférencière Marina Djernaes, EcoPeace Middle East, a mis en garde contre la prise en otage de l'Environnement dans les situations de conflits ou l'attente, avant d'agir, que des accords de paix soient conclus. Elle a souligné la nécessité tout autant d'approches ascendantes que d'approches descendantes pour la résolution des questions transfrontalières, et a affirmé que la société civile joue un rôle essentiel dans les zones de conflit.

Le conférencier Claudio Huepe Minoletti, Universidad Diego Portales, a souligné les défis, les complexités et les variations internes des pays à revenu intermédiaire (PRI) où, a-t-il déclaré, c'est le développement durable qui devrait être poursuivi en tant que moyen de la croissance, et non la croissance en tant que moyen de développement durable.

Le conférencier Stephen Chacha, Fondation philanthropique africaine, a appelé à la prévention des conflits et à des médiations plus efficaces, et à des communications annuelles sur l'état d'avancement de la réalisation des ODD dans les pays en situations particulières.

Intervenant du parterre, le ZIMBABWE a souligné la nécessité de veiller à ce que personne ne soit laissé derrière en dépit des croyances culturelles et politiques. La ZAMBIE a appelé à l'harmonisation d'Action 2030 avec d'autres accords mondiaux, tels que le Programme d'action de Vienne pour les pays en développement sans littoral et la SAMOA Pathway. La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE a souligné les vulnérabilités et la limite des ressources dont disposent les PEID, ainsi que le défi que pose la mise en place de systèmes de données crédibles.

Le BANGLADESH a souligné la nécessité d'accroître le soutien accordé aux PMA, précisant, toutefois que cela ne doit pas empiéter sur leur espace politique national. La porte-parole des FEMMES a souhaité en apprendre davantage sur la façon dont les PEID pourraient assurer la participation des diverses

organisations de base dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des ODD. Le délégué des BAHAMAS, au nom de la CARICOM, a déclaré que la région la plus endettée, la CARICOM, bénéficierait de mesures, telles que l'allègement de la dette et l'augmentation de l'Aide publique au développement. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a souligné l'importance de la participation des jeunes dans les processus de résolution des conflits.

En réponse aux interventions du parterre, Minoletti a souligné l'interdépendance des différents enjeux du développement durable. Châtaigner a indiqué que des projets Nord-Sud, Sud-Nord, Sud-Sud et Nord-Nord sont nécessaires pour un réel renforcement des capacités. Sokona a qualifié les ODD d'occasion, pour les PMA, de suivre une voie de développement complètement différente. Chacha a déclaré que les jeunes doivent être au centre d'Action 2030 et d'Action 2030 à la fois.

L'IRAN a déclaré que la pauvreté extrême reste le principal défi pour les pays en situation particulière. Le CHILI et Minoletti ont plaidé pour la création de nouvelles classifications et de nouveaux indices pour mesurer le développement des PRI. Le TCHAD a mis l'accent sur la mobilisation des ressources. Le BELARUS a appelé à un correspondant des Nations Unies chargé de l'analyse de la situation dans les PRI, précisant qu'il n'y a pas actuellement de données suffisantes. Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a fait valoir qu'un développement accéléré pourrait entraîner des effets négatifs sur les peuples autochtones. Le groupe d'intervenants représentant les personnes handicapées a souhaité savoir comment les programmes humanitaires pourraient inclure des "normes d'inclusion du handicap" dans leurs travaux.

Le porte-parole des ONG a souligné la nécessité de placer les droits de l'homme au centre d'Action 2030. Le CANADA a présenté des plans pour la conduite d'un examen exhaustif de l'aide internationale en vue de réorienter l'assistance fournie par le pays vers les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. L'UE a déclaré qu'elle est engagée à fournir une coopération au développement plus intelligente et plus adaptée. La REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO a appelé le FPHN de se concentrer sur la question cruciale de la mobilisation des ressources, à la fois, au niveau national, en aidant les pays à optimiser leur potentiel, et au niveau international.

Chacha a fait remarquer qu'aucun des pays en situation particulière n'a atteint les objectifs du Millénaire pour le développement, et que les enseignements tirés de ce processus doivent constituer le point de départ. Djernaes a souligné le rôle de l'ONU en tant que catalyseur, pour l'accroissement de la participation de la société civile et de l'engagement international. Sokona a déclaré que le dialogue doit se déplacer vers les niveaux régional, national et local, là où les liens entre les différentes priorités transversales sont beaucoup plus clairs. Châtaigner a appelé à investir davantage dans la recherche.

Steven a résumé six points saillants de la session: trouver un terrain d'entente commune; placer l'accent sur la résolution de problèmes et sur une élaboration conjointe des solutions; comprendre les schémas de vulnérabilité et adapter les stratégies en conséquence; reconnaître le rôle important de l'ONU en tant que facilitateur et créer des environnements propices à des types de pays spécifiques; adapter l'innovation institutionnelle aux besoins des ODD; et établir des partenariats nouveaux et renforcés. Comme défi, il a indiqué, que 2019, lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront au FPHN, doit être considérée comme une date limite pour montrer des progrès significatifs, soutenus et mesurables dans les pays en situations particulières.

DANS LES COULOIRS

La première semaine de l'édition 2016 du FPHN arrivant à sa fin, il est sans doute temps de se pencher sur le document final qui sera convenu la semaine prochaine, à savoir, la Déclaration ministérielle de l'édition 2016 du FPHN. En élaboration depuis juin, un texte convenu devait être fourni au Président de l'ECOSOC le 8 juillet, après de nouvelles discussions non officielles tenues plus tôt dans le mois. Mais, bien qu'un avant-projet de texte se trouve en ligne, un délégué informé a divulgué que les discussions de dernière minute en coulisses sont toujours en cours.

Selon de nombreux observateurs, un groupe de pays souhaite inclure dans la Déclaration un paragraphe sur les personnes vivant sous domination coloniale et/ou occupation étrangère, mais cela a été jugé inacceptable par d'autres. Un délégué a plaisanté que cela était tout à fait en conformité avec le thème de l'après-midi, qui porte sur les pays en situations particulières. Certains ont laissé entendre que d'autres éléments restent également controversés. Néanmoins, la journée tirant à sa fin, une nouvelle version a apparemment été distribuée, beaucoup croisant les doigts que ce serait là la dernière itération.